

RAPPORT DE MINORITE DE LA COMMISSION

chargée d'examiner l'objet suivant :

Postulat Yves Ferrari et consorts - une journée hebdomadaire sans viande ni poisson ?

...un pas alimentaire vers la société à 2000 W

Tout en rappelant que les contraintes environnementales imposées aux agriculteurs suisses sont beaucoup plus importantes qu'ailleurs dans le monde, et en précisant que ce postulat œuvre pour le soutien de l'agriculture suisse puisqu'il s'agit de diminuer les importations de viande, la minorité de la commission, composée de MM. Olivier Epars et Yves Ferrari propose au Grand Conseil de renvoyer le postulat au Conseil d'Etat. En effet, l'impact environnemental lié à notre alimentation représente 30% de notre empreinte écologique et pas moins de 17% de nos rejets de CO2. Parmi les aliments les plus gourmands en énergie, eau, sol, etc. il y a la viande, notamment bovine (déforestation pour le fourrage, transport, chaîne du froid, etc). Si d'aucun estime qu'il ne faut pas tenter de trouver des réponses à cet énorme impact environnemental, ce n'est pas le cas de la minorité de la commission qui avance les arguments suivants :

- Il s'agit d'un postulat qui n'a rien de contraignant pour le Conseil d'Etat qui serait libre d'indiquer, après analyse sérieuse, sa stratégie dans le domaine.
 - Diminution des rejets de CO2 en fonction du suivi de la proposition.
 - Soutien à certains lieux de restauration sur lesquels l'Etat a prise.
 - Sensibilisation des jeunes quant aux impacts de leurs choix alimentaires afin d'offrir une véritable liberté de choix plus tard.
 - Soutien aux produits frais, cultivés localement en pleine terre, idéalement en agriculture biologique.

- Il n'y a aucune interdiction de manger de la viande, aucune liberté n'est enlevée aux citoyens.

- L'importation de viande pour répondre à la demande engendre des problèmes tant écologiques que sociaux souvent ignorés de la part des consommateurs. Le prix étant leur unique point de repère, les points suivants sont trop souvent méconnus :
 - Déforestation afin de produire du fourrage qui doit être transporté.
 - Accaparement de terres arables pour l'alimentation du bétail aux dépens de certaines populations du sud qui n'ont pas de quoi se nourrir.
 - Transport des marchandises lorsque la viande ne vient pas de Suisse.
 - Gestion de la chaîne du froid demandant beaucoup d'énergie et produisant

énormément de CO2.

- Des études ont montré que la consommation d'un kilo de viande correspond à un parcours de 200km en voiture.
- Plusieurs centaines de villes et régions ont déjà mis sur pied une stratégie volontariste visant à se passer de viande un jour par semaine. Le canton n'agirait donc pas tout seul et renforcerait ainsi les actions déjà entreprises en Europe, aux Etats-Unis d'Amérique ou ailleurs sur la planète.
- Si "fourchette verte" est un pas important dans la bonne direction, il convient de rappeler que ce label ne dit rien de la proximité des produits.
- De manière globale, la richesse d'une société se mesurera de moins en moins en fonction de la quantité de bien échangés, mais de plus en plus en fonction de la qualité des biens échangés. La viande ne fait pas exception. Payer un peu plus cher son morceau de viande pour avoir de la meilleure qualité, c'est aussi participer au soutien de notre agriculture soumise à des standards de qualité élevés.
- Ce postulat est un complément à une initiative déposée par les signataires, rejoint par d'autres cantons, contre l'importation de denrées produites dans des conditions inadmissibles tant écologiques que sociales et demandant à ce que le Conseil fédéral ouvre une discussion avec l'Union européenne et l'OMC pour essayer d'introduire des contraintes autres qu'économiques dans les échanges. Si la commission du Conseil national a rejeté les textes tels que proposés, elle a néanmoins déposé une motion pour soutenir une partie des demandes[1]. Les signataires auraient d'ailleurs appréciés un soutien plus marqué de la part du Conseil d'Etat concernant cette initiative.
- La principale préoccupation de l'Etat dans le domaine de l'alimentation, n'est pas uniquement d'assurer la suffisance de nourriture (quantité) à l'ensemble des citoyens, mais également d'assurer la qualité de cette dernière notamment au travers d'une souveraineté alimentaire.

Le véritable libre choix doit pouvoir s'exercer en toute connaissance de cause. Il s'agit de connaître les implications et les répercussions de nos actes avant d'agir. Le "penser global, agir local" reste plus que jamais d'actualité. Le postulat laisse le libre choix, mais vise à montrer que certains de nos actes ont des conséquences. De petits changements de comportement permettent de diminuer les nuisances sur notre planète et de soutenir l'agriculture indigène.

Vouloir nier les conséquences de nos habitudes alimentaires parce qu'elles nous dérangent et nous remettent en question, c'est refuser de voir la vérité en face parce qu'elle dérange.

La minorité de la commission vous recommande de transmettre ce postulat au Conseil d'Etat.

PS : après le débat au sein de notre commission, le Conseil Fédéral a répondu au postulat de Mme Thorens de la manière suivante :

Texte déposé

Le Conseil fédéral étudie l'opportunité d'optimiser et de développer des mesures favorisant la réduction de l'impact climatique lié à nos choix alimentaires.

Développement

La Suisse a décidé de réduire ses émissions de CO₂ afin de limiter le réchauffement climatique. Elle concentre son action sur l'habitat et les transports. Un aspect important de notre impact climatique reste ainsi en retrait : l'alimentation. En Suisse, elle représente pourtant 30 pour cent de notre empreinte écologique et 17 pour cent de nos émissions de gaz à effet de serre. Celles-ci sont causées par la production, le transport, la transformation et la vente des denrées alimentaires. Une part importante des émissions est due à la production de viande. La Suisse importe près de la moitié de sa consommation. Or, au-delà de nos frontières, d'immenses surfaces de forêt pluviale sont détruites pour faire place aux cultures de soja qui alimentent le bétail, d'où d'importantes émissions de CO₂, encore aggravées par l'utilisation massive d'engrais. L'élevage intensif de bovins rejette en outre de grandes quantités de méthane contribuant au dérèglement climatique. La culture de légumes sous serres chauffées et les transports souvent absurdes des aliments sont tout aussi néfastes. Or tous ces problèmes peuvent être minimisés par une alimentation contenant moins de produits animaux et principalement basée sur des produits frais, cultivés localement en pleine terre, idéalement en agriculture biologique. Promouvoir ces pratiques contribuerait à une meilleure performance climatique de la Suisse, en complément des mesures axées sur la mobilité et l'habitat.

Il existe déjà des mesures en faveur de la production agricole locale en Suisse, mais elles pourraient être renforcées et intégrées dans notre stratégie de protection du climat. Des lacunes existent en outre au niveau de l'information et de la sensibilisation des consommateurs tout comme des professionnels du secteur de l'alimentation à propos des liens entre choix alimentaires et réchauffement climatique. Enfin, le rôle de la surconsommation de viande reste un tabou. Il n'est pas question de contraindre la population au végétarisme, qui constitue un choix personnel, mais de lui faire mieux connaître et apprécier les bienfaits pour le climat comme pour la santé d'une alimentation diversifiée et locale comprenant moins de produits animaux.

Réponse du Conseil fédéral du 08.09.2010

Les émissions de gaz à effet de serre dues à la production et au conditionnement de denrées alimentaires représentent une part importante des émissions par habitant, raison pour laquelle des changements de comportement alimentaire seront nécessaires pour arriver à un niveau compatible à long terme avec la protection du climat. Une transparence écologique du marché couplée à une sensibilisation accrue de ses acteurs peuvent contribuer à ce changement, en complément à une politique internationale coordonnée visant à réduire les émissions.

La demande de produits durables est déjà encouragée dans le cadre de la politique intégrée des produits, laquelle fait partie de la stratégie du Conseil fédéral pour le développement durable. Elle couvre tous les domaines de consommation et tous les aspects de la durabilité. Le Conseil fédéral est néanmoins prêt à étudier plus en détail la consommation de denrées alimentaires sous l'angle de son

impact sur le climat et à illustrer les avantages et inconvénients de différentes formes de mesures influençant la demande. Il tiendra compte d'interactions et de conflits d'objectifs éventuels, en particulier avec la politique de la santé et la politique agricole.

Déclaration du Conseil fédéral du 08.09.2010

Le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat.

[1] La motion indique clairement que le Conseil fédéral doit entamer des discussions avec l'OMC et l'Union européenne afin d'entrer des contraintes environnementales et sociales dans la production alimentaire.

Lausanne, le 10 septembre 2010.

Le rapporteur :
(Signé) *Yves Ferrari*